

English on page 4



Bombardement de l'hôpital de Dessié, Éthiopie/ Bombing of Dessie Hospital, Ethiopia

Artiste non documenté-e/Artist not documented. Vers 1950/Ca. 1950. Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Inv. COL-2017-32

La seconde guerre italo-éthiopienne (1935-1936)

Marie-Luce Desgrandchamps

En octobre 1935, l'Italie, dirigée par le régime fasciste de Benito Mussolini (1883-1945), envahit l'Éthiopie afin de consolider son empire colonial en Afrique de l'Est et

d'affirmer son statut de puissance sur la scène internationale. Un affrontement armé, survenu en décembre 1934 à la frontière entre la Somalie italienne et l'Éthiopie, en fournit le prétexte.

La résistance éthiopienne, emmenée par l'empereur Hailé Sélassié (1892-1975), s'organise sur les plans militaire et diplomatique. Membre de la Société des Nations (SDN), l'Éthiopie saisit l'organisation, qui louvoie pendant

plusieurs mois avant de condamner l'agression et de voter des sanctions économiques à l'égard de l'Italie. Peu efficaces et minées par le double jeu des gouvernements britannique et français, qui souhaitent ne pas trop s'aliéner Mussolini, les sanctions n'ont pas les effets escomptés. Le Duce proclame l'annexion de l'Éthiopie à la couronne italienne le 9 mai 1936. Quelques semaines plus tard, alors qu'il s'est réfugié en Angleterre, Hailé Sélassié se rend à Genève pour plaider une dernière fois la cause de son pays. Le 30 juin, il prononce un discours éloquent et prophétique à la tribune de la SDN, dans lequel il dénonce l'agression italienne, l'inaction de la communauté internationale et ses effets sur l'ensemble du système de sécurité collective de l'époque : « J'affirme que le problème soumis à l'Assemblée aujourd'hui est beaucoup plus large. Ce n'est pas simplement le règlement de l'agression italienne : c'est la sécurité collective ; c'est l'existence même de la Société des Nations ; c'est la confiance que chaque État doit accorder aux traités internationaux ; c'est la valeur des promesses faites aux petits États de respecter et de faire respecter leur intégrité et leur indépendance ; c'est le principe de l'égalité des États ou l'obligation, pour les petites Puissances, d'accepter un lien de vassalité. C'est, d'un mot, la moralité internationale qui est en cause » (Archives de la SDN, CRID85_289_1bis, discours de Hailé Sélassié à l'Assemblée, 30 juin 1936). Les événements qui mèneront au début de la Seconde Guerre mondiale trois ans plus tard lui donneront raison.

Hailé Sélassié profite de ce discours pour rappeler les exactions commises par

les forces italiennes lors du conflit. Il dénonce l'usage des armes chimiques, l'extermination de son peuple, et la très grande disparité des armements et des moyens entre les deux camps. Dès décembre 1934, Mussolini s'est en effet mué en chef de guerre en rappelant à l'Italie et à son armée l'importance du combat dans l'avènement de la société fasciste. Durant l'invasion, ce dernier n'hésite pas à terroriser les populations locales en recourant notamment à des bombardements indiscriminés et à l'emploi de gaz toxiques et asphyxiants. Contrevenant clairement au droit humanitaire et au droit de la guerre en vigueur à cette période, ces pratiques sont d'autant plus hypocrites que, pour justifier la guerre, la propagande italienne ne cesse de dépeindre l'Éthiopie comme un pays barbare et arriéré, donc incapable de respecter le droit international.

L'un des bombardements les plus massifs a notamment lieu sur la ville de Dessié, le 6 décembre 1935. Les Italiens cherchent à atteindre l'empereur, qui s'y est installé avec sa garde rapprochée et sa famille. Durant cette journée, dix-huit bombardiers de l'aviation italienne déversent plus de 7 500 kilos d'explosifs sur la ville. Bien que le nombre de victimes et les dégâts matériels soient finalement moins importants que ne le laissait présager un tel déluge de feu, cet épisode soulève les protestations et les témoignages des Éthiopiens comme des étrangers se trouvant sur place. Le fait que l'hôpital de la mission adventiste de Dessié, pourtant dûment marqué d'une croix rouge, n'ait pas été épargné contribue à ternir l'image de l'armée italienne. En

effet, cinq médecins travaillant sur place dénoncent le bombardement : « Nous protestons et stigmatisons cet acte inhumain à la connaissance de tout le monde civilisé et signalons à tous les Gouvernements, à la Société des Nations et à toutes religions ce fait que dans l'enclos des ambulances de la Croix-Rouge très visibles ont été lancées plus de quarante bombes explosives et incendiaires, que nous déplorons plusieurs dizaines de victimes, tuées et blessées, par cette démonstration atroce, cruelle et contraire à toutes les conventions » (Archives de la SDN, dossier R3650-1-15227-15246-J3, radiogramme des médecins de la Croix-Rouge au secrétaire général de la SDN, 7 décembre 1936). Les médecins signataires travaillent pour l'hôpital de Dessié, mais aussi pour diverses sociétés nationales de la Croix-Rouge qui, au moment de l'invasion italienne, ont envoyé sur place du matériel et des équipes médicales en soutien à leur homologue éthiopienne.

Tout juste constituée en 1935, cette dernière, dirigée par le missionnaire d'origine américaine Thomas Lambie, est relativement peu outillée pour répondre aux besoins générés par un conflit si meurtrier. Grâce à la solidarité des autres membres du Mouvement international de la Croix-Rouge, elle parvient toutefois à mettre sur pied sept hôpitaux de campagne. Quatre ambulances supplémentaires sont déployées par les sociétés nationales d'Égypte, de Finlande, des Pays-Bas et de Norvège, tandis que celles du Royaume-Uni et de Suède en fournissent chacune deux. Chargé de coordonner cette aide à la Croix-Rouge

éthiopienne, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dépêche sur place deux délégués, Marcel Junod et Sydney Brown. Toutes ces personnes constituent des témoins potentiels en mesure de dénoncer la façon dont la guerre est conduite. En effet, le bombardement de Dessié fait partie d'une longue série d'attaques directes ou indirectes (au nombre de dix-sept) à l'encontre des installations marquées de la croix rouge, ce qui contrevient à la Convention de Genève de 1929 pourtant signée par les deux belligérants. Dans ses mémoires, l'empereur soulignera que cette pratique contribua à terroriser et à démoraliser la population éthiopienne.

Aux attaques sur les structures de soin s'ajoute l'usage – également interdit – des armes chimiques, et notamment du gaz moutarde, qui constituent environ un cinquième de l'ensemble des explosifs largués par l'armée italienne sur l'Éthiopie entre la fin du mois de décembre 1935 et la fin du mois d'avril 1936. Peu préparées à cette éventualité, les troupes et la population civile éthiopienne ne disposent pas des équipements nécessaires à leur protection. Si l'Ethiopian Women Workers Association se lance dans la confection artisanale de masques à gaz, cette initiative ne se concrétise pas assez vite pour avoir un véritable impact sur l'issue des combats et le moral de la population. Quant à la demande formulée par la Croix-Rouge éthiopienne auprès du CICR pour recevoir des masques à gaz, elle n'a pas les effets escomptés : le CICR tergiverse et la relaie donc trop tardivement aux autres membres du Mouvement.

Les violations avérées du droit international par l'Italie, dénoncées à la fois par les Éthiopiens, les correspondants étrangers et le personnel de la Croix-Rouge sur place, ne suffisent pas à faire changer le cours des choses. D'une part, la plupart des gouvernements et des organisations telles que le CICR ne sont pas prêts à s'aliéner l'Italie de Mussolini, qui apparaît encore à l'époque comme un partenaire nécessaire pour contenir l'Allemagne nazie en Europe. D'autre part, tant la propagande italienne – qui souligne son droit à l'expansion outre-mer sur un territoire présenté comme trop peu civilisé – que la situation de l'Éthiopie – rare région africaine non colonisée à cette période – contribuent à rendre moins inacceptable son annexion à la couronne italienne auprès de l'opinion publique et des gouvernements européens.

En Éthiopie, la guerre ne prend toutefois pas fin en mai 1936 avec la proclamation de l'Empire. La résistance se poursuit pendant plusieurs années dans l'ensemble du pays, malgré une occupation italienne très violente et des campagnes de répression extrêmement meurtrières à l'égard des civils. En février 1937, après la tentative d'assassinat par deux jeunes Éthiopiens du vice-roi Rodolfo Graziani – le représentant du pouvoir italien sur place –, les chemises noires fascistes font régner la terreur à Addis-Abeba en commettant de nombreuses atrocités et en liquidant une partie de l'intelligentsia. Loin de mettre un terme à la résistance, ce déchaînement de violence engendre plutôt l'intensification de la lutte éthiopienne contre l'occupation étrangère.

En 1940, l'entrée en guerre de Mussolini aux côtés de l'Allemagne nazie scelle le sort des Italiens en Éthiopie. Alors qu'en 1941, les combats entre l'Axe et les Alliés se déplacent dans l'est du continent africain, les Britanniques ramènent Haïlé Sélassié dans la région, afin qu'il participe à l'assaut des Alliés contre l'armée italienne et fédère la résistance éthiopienne. Si tous et toutes ne voient pas d'un bon œil le retour de celui qui avait quitté le pays en 1936, l'Empereur parvient à rétablir son autorité. En 1942, il signe avec les Britanniques un traité reconnaissant l'indépendance de l'Éthiopie tout en octroyant au Royaume-Uni un statut privilégié en matière militaire et de conseil au gouvernement. Ce statut sera finalement abrogé en 1944.

The Second Italo-Ethiopian War (1935-1936)

Marie-Luce Desgrandchamps

In October 1935, Italy, governed by the fascist regime of Benito Mussolini (1883-1945), invaded Ethiopia in order to consolidate its colonial empire in East Africa and assert its status as a power on the international scene. An armed confrontation that took place on the border between Italian Somalia in December 1934 provided the excuse.

Ethiopian resistance, led by Emperor Haile Selassie (1892-1945), was organized at military and diplomatic levels. A member

of the League of Nations, Ethiopia complained to the organization, which dithered for several months before condemning the aggression and voting economic sanctions against Italy. Relatively ineffective and undermined by the double-dealing of the British and French governments, who did not wish to alienate Mussolini excessively, the sanctions did not have the expected effects. The Duce proclaimed the annexation of Ethiopia to the Italian crown on 9 May 1936. A few weeks later, after he had taken refuge in England, Haile Selassie went to Geneva to plead his country's cause for a last time. On 30 June, he addressed the League of Nations in an eloquent, prophetic speech denouncing the Italian aggression, the international community's inaction and its effects on the entire collective security system of the times: "I assert that the problem submitted to the Assembly today is a much wider one. It is not merely a question of the settlement of Italian aggression. It is collective security. It is the very existence of the League of Nations. It is the confidence that every state must place in international treaties. It is the value of promises made to small states that their integrity and independence shall be respected and ensured; it is the principle of states' equality on the one hand or, otherwise the obligation, for small powers, to accept the bonds of vassalage. In a word, it is international morality that is at stake" (League of Nations Archives CRID85_289_1bis, Haile Selassie speech to the Assembly, 30 June 1936). The events that would lead to the beginning of

the Second World War three years later would prove him right.

Haile Selassie took advantage of this speech to recall the acts of violence committed by the Italian forces during the conflict. He denounced the use of chemical weapons, the extermination of his people and the huge disparity in weapons and means between the two sides. In December 1934, Mussolini had in effect turned into a warlord by reminding Italy and its army of the importance of the fight for the advent of fascist society. During the invasion, he had no hesitation in terrorizing the local populations, particularly by resorting to indiscriminate bombings and the use of toxic, asphyxiating gases. In blatant contravention of humanitarian and war law in force at the time, these practices were all the more hypocritical as Italian propaganda constantly portrayed Ethiopia as a barbarous, backward country unable therefore to respect international law.

One of the most massive bombings took place in particular on the town of Dessie, on 6 December 1935. The Italians' target was the emperor who had moved there with his bodyguard and family. In the course of the day, eighteen bombers from the Italian air force unloaded more than 7,500 kilos of explosives on the town. Although the number of victims and the material damage was finally less than such a deluge of fire had led people to expect, this episode provoked protests and accounts from both Ethiopians and foreigners on the spot. The fact that the Adventist Mission's hospital, although duly marked with a red cross, was not spared helped to tarnish the Italian army's reputation. Indeed, five doctors working in

the field denounced the bombing: "We protest and condemn this inhuman act to bring to the knowledge of the whole civilized world and inform all governments, the League of Nations and all religions that more than forty explosive and incendiary bombs were dropped on the enclosure of clearly visible Red Cross ambulances, that there were several dozen victims, killed or wounded by this atrocious, cruel demonstration contrary to all conventions" (League of Nation Archives, file R3650-1-15227-15246-J3, radiogram from the Red Cross doctors to the Secretary General of the League of Nations, 7 December 1936). The doctors who signed worked at Dessie Hospital, as well as for various national Red Cross organizations which, at the time of the Italian invasion, had sent out equipment and medical teams to support their Ethiopian counterpart.

Recently created in 1935, the latter, directed by the missionary of American origin Thomas Lambie, was ill-equipped to respond to the needs generated by such a bloody conflict. Thanks to the solidarity of the other members of the International Red Cross movement, it nevertheless managed to set up seven field hospitals. Four additional ambulances were deployed by the national organizations of Egypt, Finland, the Netherlands and Norway, while those of the United Kingdom and Sweden each provided two more. Responsible for coordinating this aid at the Ethiopian Red Cross, the International Committee of the Red Cross sent out two delegates, Marcel Junod and Sydney Brown. All these people represented potential witnesses able to denounce the way in which the war was waged. For the

bombing of Dessie was part of a long series of direct or indirect attacks (seventeen in number) against installations marked with the red cross. This contravened the 1929 Geneva Convention although it had been signed by the two belligerents. In his memoirs, the emperor stressed that this practice helped to terrorize and demoralize the Ethiopian population.

As well as attacks on health structures, there was the use – also forbidden – of chemical weapons, and in particular mustard gas, which made up about a fifth of the explosives dropped by the Italian army on Ethiopia between late December 1935 and late April 1936. Ill-prepared for this eventuality, the Ethiopian troops and civilian population lacked the equipment necessary for their protection. Although the Ethiopian Women Workers Association began to produce home-made gas masks, this initiative did not take shape fast enough to have a real impact on the outcome of fighting and the population's morale. As for the Ethiopian Red Cross's request to the ICRC for gas masks, it did not have the effects expected: the ICRC shilly-shallied and sent it on too late to the Movement's other members.

Italy's established violations of international law, denounced by the Ethiopians, foreign correspondents and Red Cross staff in the field, were not sufficient to change the course of things. On the one hand, most of the governments and organizations such as the ICRC were not prepared to alienate Mussolini's Italy, which at the time still appeared to be a partner necessary to contain Nazi Germany in Europe. On the other, Italian

propaganda – which emphasized its right to overseas expansion in a land presented as insufficiently civilized – as well as Ethiopia's situation - one of the rare African regions not colonized at the time – helped to make its annexation to the Italian crown less unacceptable to public opinion and European governments.

However, war in Ethiopia did not end at the end of May 1936 with the proclamation of the Empire. Resistance continued for several years all over the country, despite a very violent occupation and repression campaigns causing a vast number of civilian casualties. In February 1937, after the assassination attempt on the viceroy Rodolfo Graziani – the representative of Italian power in the country - by two young Ethiopians, the fascist black shirts imposed a reign of terror in Addis Ababa, committing many atrocities and liquidating part of the intelligentsia. Far from putting an end to

resistance, this outburst of violence resulted in an intensification of the Ethiopian struggle against foreign occupation.

In 1940, Mussolini's entry into the war alongside Nazi Germany sealed the fate of the Italians in Ethiopia. In 1941, while fighting between the Axis and the Allies was moving to the east of the African continent, the British brought Haile Selassie back to the region to take part in the Allies' assault on the Italian army and federate Ethiopian resistance. Although not everyone saw the return of the man who had left the country in 1936 favourably, the Emperor managed to re-establish his authority. In 1942, he signed a treaty with the British which recognized Ethiopia's independence while granting the United Kingdom a privileged status in military and government advisory matters. This status would finally be revoked in 1944.

Bibliographie/Bibliography :

BAUDENDISTEL, Rainer, *Between bombs and good intentions : the Red Cross and the italo-ethiopian war, 1935-1936*, New York : Berghan Books, 2006.

CLAPHAM, Christopher, « Haïlé Sélassié et son temps », in PRUNIER, Gérard (dir.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris : Karthala, 2007, pp. 109-131.

SOHIER, Estelle, « Hailé Sélassié, le dernier roi des rois d'Éthiopie », *L'Histoire*, vol. 403, 2014, pp. 82-87.

The autobiography of Emperor Haile Selassie I, "My life and Ethiopia's progress", 1892-1937, translated and annotated by Edward Ullendorf, Oxford: Oxford university press, 1984.

ZEWDE, Bahru, *A history of modern Ethiopia, 1855-1974*, Londres : James Currey, 1991.

À propos de Marie-Luce Desgrandchamps

Marie-Luce Desgrandchamps est chargée d'enseignement à l'Université de Genève et chercheuse senior du Fonds national suisse de la recherche scientifique à l'Université de Fribourg. Ses recherches portent sur l'histoire de l'aide humanitaire, des organisations non gouvernementales et internationales, ainsi que sur l'histoire contemporaine de l'Afrique. Elle a notamment publié l'ouvrage *L'humanitaire en guerre civile. La crise du Biafra (1967-1970)* (Presses universitaires de Rennes, 2018).

About Marie-Luce Desgrandchamps

Marie-Luce Desgrandchamps is a lecturer at the University of Geneva and a Swiss National Science Foundation senior researcher at the University of Fribourg. Her research focuses on the history of humanitarian aid, non-governmental and international organizations, and the contemporary history of Africa. Her publications include *L'humanitaire en guerre civile. La crise du Biafra (1967-1970)* (Presses universitaires de Rennes, 2018).

